

Olivier Tschopp, Directeur Movetia

Qu'apporte un échange à l'étranger aux jeunes professionnels ?

Nous vivons dans un monde qui est de plus en plus globalisé, dans une société qui est très interculturelle. C'est donc très important de préparer les jeunes à vivre et travailler dans cette société, dans cette économie-là. Un stage à l'étranger peut apporter des compétences techniques évidemment, donc aller chercher une expérience qui n'existe pas en Suisse, mais surtout des compétences interculturelles, comprendre le monde d'aujourd'hui, la société d'aujourd'hui, comment elle fonctionne, et ça ce sont des compétences indispensables pour le monde du travail d'aujourd'hui.

Dans quelle mesure l'économie et la société toute entière peuvent-elles bénéficier des échanges ?

Pour l'économie, pour la société, c'est important de pouvoir compter sur des jeunes qui ont fait ce type d'expérience. A la fin, c'est le bénéfice évidemment pour l'individu d'abord, mais aussi pour la société, pour l'économie, pour l'entreprise pour laquelle les jeunes travailleront. Les sociétés, les entreprises suisses travaillent beaucoup avec l'exportation, c'est un facteur important, un marché important. Donc avoir des jeunes qui sont allés à l'étranger, qui ont un apprentissage interculturel, c'est très important, cela donne une société beaucoup plus ouverte sur d'autres cultures, sur d'autres pays, ce dont notre pays a beaucoup besoin parce qu'on n'a pas de matière première mais surtout de la substance grise.

Il existe une stratégie nationale en matière d'échange et de mobilité - quelles en sont les implications ?

Cette stratégie nationale est une stratégie de la Confédération est des cantons, ils se sont mis d'accords autour d'objectifs à atteindre. Cela signifie que l'école, le monde de la formation devra s'adapter à cette stratégie. Il y a des objectifs quantitatifs, augmenter le nombre d'échange et de mobilité, mais aussi des objectifs qualitatifs, comment intégrer les échanges et la mobilité dans les plans de formation, cela est très important, comment faire que ce n'est pas du « nice to have », mais quelque chose d'acquis : quand on fait une formation, on dispose aussi d'une expérience interculturelle.

La mise en œuvre de cette stratégie en est-elle encore à ses débuts ? Qu'est ce qui a déjà été fait dans ce domaine ?

La stratégie date d'une année, elle est au début d'un nouveau processus. Les échanges et la mobilité existent depuis longtemps, mais le commitment de l'Etat est relativement récent. Actuellement on est dans une phase de promotion, il s'agit de convaincre les acteurs de s'engager dans les échanges et la mobilité. De plus en plus on arrivera à des mesures plus concrètes qui iront dans le sens de pouvoir inscrire des possibilités d'échanges, de séjours à un moment donné de sa formation, cela peut être au début, au milieu ou à la fin de l'apprentissage. C'est une évolution qui prendra plus de temps.

Les objectifs de la stratégie sont-ils déjà suffisamment intégrés par les acteurs (personnes en formation, entreprises, cantons, économie, associations professionnelles, écoles professionnelles) ?

Certains le sont dans le sens où il y a déjà des acteurs qui sont très engagés dans les échanges et qui ont des coopérations internationales et d'autres pas. Si on mesure le nombre d'échanges et mobilité en Suisse, on constate qu'on est à environ 2 % seulement donc très loin des objectifs et de la vision. La stratégie ainsi que le travail de promotion vont progressivement permettre de gagner les acteurs à cette prise de conscience que c'est important pour la Suisse de l'avenir et l'école de demain et également faire en sorte d'avoir davantage de partenariats et de coopérations avec l'étranger.

La vision consistant à permettre à chacun d'effectuer un échange n'est-elle pas très ambitieuse ? Y a-t-il des objectifs intermédiaires ?

C'est une vision et non un objectif, une vision n'est pas mesurable en soi mais donne une direction et cette direction est la bonne. Elle n'est pas trop ambitieuse parce que si on imagine que durant l'ensemble de sa formation dès l'âge de 6 ans jusqu'à l'âge de 30 ans on a la possibilité de faire un échange, une mobilité ne signifie pas que 100% des jeunes chaque année doivent partir. Cette vision n'est pas exagérée mais réaliste, simplement elle prendra du temps, des années jusqu'à ce qu'on atteigne des objectifs de mobilité et d'échange qui répondront finalement aux objectifs de la stratégie.

La formation professionnelle imite-t-elle dans ce domaine les hautes écoles, pour lesquelles les semestres d'études à l'étranger sont fréquents ?

Oui dans la direction, non dans la réalité puisque la formation professionnelle a une culture et une structure différente de celle des hautes écoles que l'on doit respecter. L'idée est d'arriver à cette possibilité que des jeunes apprenti-e-s aient aussi la possibilité de le faire comme les étudiant-e-s l'ont actuellement. Par contre, on doit réfléchir, il en existe déjà, à des formes et de modèles qui sont différents, à plus court terme, de plus courte durée, pour mieux s'articuler dans la culture et la structure de la formation professionnelle en Suisse. L'idée, la finalité est la même,

c'est de faire en sorte que pour n'importe quel degré de formation, n'importe quel âge, on ait la possibilité de mener une expérience.

Plus on est jeune plus on le fera en Suisse et plus on est âgé plus on aura la possibilité de partir à l'étranger.